

Quatre millions de mal-logé : encore un échec du quinquennat Hollande

Article rédigé par , le 01 février 2017

[Source : Valeurs Actuelles]

Mal logement. Les chiffres de la fondation Abbé Pierre sont sans appel : le quinquennat Hollande, en matière de mal-logement, est un échec cuisant.

Le rapport annuel de la fondation Abbé Pierre, dont certains extraits sont cités par nos confrères de *20 minutes*, est sans appel : avec près de quatre millions de personnes mal logées et douze millions *“fragilisées par rapport au logement”*, le bilan du quinquennat Hollande sur la lutte contre le mal-logement est, selon la fondation, *“en demi-teinte”*. On peut même parler d'échec cuisant. Retour sur toute une série de promesses non tenues.

Il avait pourtant signé le *“Contrat social”*, en février 2012. La loi ALUR aurait dû aussi avoir des effets bénéfiques. Pourtant, selon le rapport, *“le nombre de personnes confrontées à la crise du logement continue d'augmenter”*. Dans les faits, près de quatre millions de personnes sont mal logées, et douze millions en *“fragilité par rapport au logement”*, comme par exemple un locataire qui ne paye plus son loyer.

D'autres données de la fondation Abbé Pierre montrent que le chef de l'Etat n'a pas enrayé des chiffres qui sont déjà mauvais : le nombre de personnes sans domicile a augmenté de 50% entre 2001 et 2012. Entre 2002 et 2013, +19% de personnes ont été contraintes d'être hébergées chez un tiers.

Un autre constat, accablant : *“alors que le président de la République avait fixé l'objectif de 500.000 constructions neuves par an, dont 150.000 logements sociaux, on ne peut que constater à la fin de ce quinquennat que le compte n'y est pas”*. La Fondation Abbé Pierre souligne une autre trahison présidentielle : *“les expulsions locatives surviennent encore avec le concours de la force publique sans relogement, contrairement aux engagements présidentiels”* avec *“bond spectaculaire annuel de 24 % en 2015”*.

Certains candidats à l'élection présidentielle sont invités à débattre ce mardi à la fondation sur le sujet du mal-logement, comme Jean-Luc Mélenchon ou Benoît Hamon.